

Après les magistrats de la Cour d'appel et les Opj de la région du sud, c'est au tour des délégués départementaux du Dja et Lobo de se former à la maîtrise des outils de: " sécurisation et la mise en place des systèmes d'information " dans leurs administrations respectives. En présence des formateurs, ces derniers ont été capacité entre autre pour identifier un système d'information, l'analyser grâce aux schémas directeurs et le traîter pour prévenir les risques liés à la sécurité de l'information. C'était à l'occasion du séminaire de sensibilisation de 3 jours organisé à leur intention dans la ville de Sangmélima.

La migration de plusieurs services de l'état vers le digital a pris de l'ampleur avec l'avènement de la **Covid-19** : distanciation sociale, mesures barrières et confinement ont amené les entités publics à utiliser les facilités apportés par les Technologies de l'Information et de la Communication (**Tic**) depuis les domiciles, les bureaux ou même dans la rue.

Toutefois, la mise en place des **Systèmes d'Information** resultants ne tient pas toujours compte des aspects sécuritaires. En effet selon **le rapport sur la cybercriminalité au Cameroun de 2015 à 2016,** sept (**7**) sites web d'administrations publiques Camerounaise ont subi une attaque de type " **web defacement** ", et sur cent quarante quatre (**144**) sites web gouvernementaux analysés en **2017**, des **programmes malveillants** ont été détectés sur trente-quatre (**34**) d'entre eux, soit un pourcentage de **23,61%** de sites infectés.

Par ailleurs l'**Antic, l'organisme gouvernemental sous la tutelle technique des Postes et Télécommunications** a démontré au travers des audits de sécurité des **Systèmes d'Information** des entités publiques que le cyberespace Camerounais est exposé à de multiples vulnérabilités, dont l'exploitation par des individus malveillant cause un tort grave aux victimes. Par exemple : **24 742** vulnérabilités détectées, des centaines de millions de **FCFA** de pertes dues à des intrusions des cybercriminels, **28** cyberattaques de type " **web defacement** " ainsi que **12 814** vulnérabilités ont été détectées sur les sites web des administrations publiques avec près de **4 milliards** de **FCFA** de pertes dues au "**scriming** " et " **phishing** " et **3,7 milliards FCFA** au" **skimming** " à lui tout seul depuis **2011**.

Des infractions rendues possibles grâce à l'absence de formation et de sensibilisation du personnel sur les aspects liés à la securité de l'information. Un domaine où l'**Antic** excelle et tend faire son cheval de bataille d'ou les nombreuses **campagnes de sensibilisation** du personnel des services de l'état du sud au fin de les aider à se proteger des atttaques susceptible d'atteindre leurs **Systemes d'Information**.

L'homme étant le maillon faible dans la chaine de securité, le plus petit niveau de la chaine administraive à l'instar des délégations d'arrondissements devraient normalement être sensibilisées elles aussi sur les aspects de la **cybersécurité** et de la lutte contre la **cybercriminalité**. À cet effet, l'**Antic** au travers de son antenne regionale locale, mène des actions sur le terrain dans l'objectif d'amener les délégués départementaux du **Dja et Lobo** à cerner les enjeux de la mise en place des **Systemes d'Informations** des reseaux de communication électronique et à y intégrer les aspects securitaires synonymes d'une administration publique Camerounaise fiable et surtout efficace.